

Comité préparatoire de la Conférence de 2005 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

24 avril 2003
Français
Original: anglais

Deuxième session
Genève, 28 avril-9 mai 2003

Établissement de rapports par les États parties

Document de travail présenté par le Canada

Introduction

1. Le présent document de travail complète celui présenté par le Canada à la première session du Comité préparatoire (NPT/CONF.2005/PC.I/WP.3) concernant la façon dont les États parties peuvent concrètement s'acquitter des obligations en matière d'établissement de rapports convenues lors de la Conférence d'examen de 2000. Les idées contenues dans le présent document reposent sur l'étude de la question lors de la réunion du Comité préparatoire en 2002, ainsi que sur des consultations informelles engagées par le Canada au cours de l'année écoulée.

Contexte

a) Historique

2. L'un des aspects clefs de la décision adoptée en 1995 de proroger indéfiniment le Traité était la reconnaissance du fait que cette décision ne pouvait s'appliquer telle quelle. C'est pourquoi un ensemble de mesures complémentaires ont été adoptées, à savoir les Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, une procédure renforcée d'examen et une résolution sur le Moyen-Orient. Ces diverses dispositions ont été reprises par la Conférence d'examen de 2000. La procédure d'examen renforcé permet au Comité préparatoire d'examiner, lors de ses deux premières sessions, les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement et les moyens susceptibles d'encourager une application intégrale du Traité.

3. Lors de la Conférence d'examen de 2000, l'ensemble des États parties a adopté par consensus le Document final de la Conférence qui, notamment, énonce 13 mesures pratiques de désarmement nucléaire. La mesure 12 prévoit « l'établissement par tous les États parties, dans le cadre du processus d'examen renforcé du Traité de non-prolifération des armes nucléaires et compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 8 juillet 1996, de rapports



réguliers sur la mise en oeuvre de l'article VI et de l'alinéa c) du paragraphe 4 des Principes et objectifs de 1995 concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaires ». La mesure 12 est également celle qui concerne le plus directement ce que les États parties eux-mêmes peuvent faire s'agissant de l'application du Traité et des obligations et engagements qu'ils ont acceptés.

b) Deuxième session du Comité préparatoire

4. Lors de la première session du Comité préparatoire, le Canada a présenté, au sujet de la question de l'établissement des rapports par les États parties, un document de travail afin :

- De compléter les résultats des Conférences d'examen de 1995 et de 2000 et de préparer la Conférence de 2005, qui se tiendra 10 ans après la décision de proroger indéfiniment le Traité;
- De refléter l'esprit de « responsabilité permanente » sur lequel repose la prorogation indéfinie du Traité;
- D'encourager les États parties à réfléchir aux mesures qu'ils ont prises pour s'acquitter de leurs obligations en vertu du Traité;
- De renforcer la confiance à l'égard de l'application du Traité, d'assurer la transparence et, éventuellement, de répondre aux préoccupations;
- De renforcer encore davantage le processus d'examen renforcé;
- De faciliter le dialogue et l'échange de points de vue.

5. Les États parties ont commencé à présenter des rapports lors de la première session du Comité préparatoire. Ils ont été relativement peu nombreux à le faire, entre autres parce qu'il s'agissait là d'une nouvelle obligation, et leurs rapports présentaient des différences considérables en termes de contenu et de présentation, certains mettant essentiellement l'accent sur l'article VI alors que d'autres étaient plus généraux. Certains États qui n'ont pas soumis de rapport, en particulier tous les États dotés de l'arme nucléaire, ont néanmoins fourni de très nombreuses informations à l'occasion de diverses interventions. Le débat a ainsi démontré que de nombreux États parties prenaient leurs obligations au sérieux, que cette question suscitait un véritable intérêt et que l'utilité des rapports était largement admise. Il a conforté le Canada dans son opinion selon laquelle il était nécessaire d'étudier comment rendre cette obligation aussi utile et concrète que possible pour tous les États parties.

6. Reflétant le large soutien exprimé par les États parties, qui estiment que les rapports constituent un instrument de responsabilisation et d'instauration de la confiance, le résumé factuel du Président traite de la question de la transparence en général et de la présentation des rapports en particulier. Il reflète également l'absence de consensus quant à la question de savoir s'il existe une obligation spécifique à cet égard et dans quelle mesure la présentation des rapports devrait être normalisée :

« L'importance d'une plus grande transparence concernant les capacités nucléaires et la mise en oeuvre d'accords conformément aux dispositions de l'article VI et en tant que mesure de confiance volontaire destinée à favoriser la poursuite des progrès en matière de désarmement nucléaire a été soulignée. La responsabilité et la transparence par tous les États parties dans le domaine

du désarmement nucléaire demeurent le principal critère permettant d'évaluer le fonctionnement du Traité.

Les États parties ont rappelé que toutes les Parties au Traité devraient présenter des rapports réguliers sur l'application de l'article VI, comme indiqué à l'alinéa 12 du paragraphe 15 du Document final de la Conférence d'examen de 2000. Il a été souligné que la transparence qui en résulterait favoriserait une plus grande confiance dans le régime général du Traité. Les opinions divergeaient quant à la portée de ces rapports et leur présentation. Certains États parties ont suggéré qu'ils devraient être soumis, en particulier par les États dotés de l'arme nucléaire, à chaque session du Comité préparatoire et comporter des informations complètes et détaillées, par exemple sous une forme normalisée. Plusieurs États parties se sont déclarés intéressés par des consultations officielles à participation non limitée sur la question afin de préparer des propositions pour examen par le Comité préparatoire à ses prochaines sessions. D'autres ont estimé que les détails de l'élaboration des rapports, leur mode de présentation et leur fréquence devraient être laissés à l'appréciation de chaque État partie. »

7. À la suite de sa proposition d'engager des consultations officielles à participation non limitée, le Canada a écrit à tous les États parties. Il a ainsi pu recueillir leur point de vue par courrier, lors de réunions bilatérales ainsi que de réunions et de discussions regroupant un petit nombre d'États parties, et à l'occasion d'une réunion à New York avec des délégations intéressées non présentes à Genève. Le Canada est prêt à poursuivre les discussions sur cette question avec tout État partie intéressé.

Opinions exprimées quant au rôle des rapports

8. La principale conclusion que l'on peut tirer de ces consultations est que les rapports sont considérés comme un élément important. Les premiers rapports ont été présentés lors de la première session du Comité préparatoire, et les informations qu'ils contenaient de même que l'intérêt qu'ils ont suscité témoignaient de leur potentiel. Toutefois, il y est apparu clairement et sans ambiguïté lors des consultations que l'utilité des rapports afin d'assurer une plus grande transparence et l'application du Traité commence à peine à être mise à profit.

9. Plusieurs moyens sont disponibles pour en tirer au maximum profit. En particulier, il faudrait que davantage d'États parties en soumettent. Lors des consultations, l'accent a été mis sur le fait que l'obligation de soumettre des rapports concerne tous les États parties au Traité, et pas seulement ceux dotés de l'arme nucléaire même si, bien évidemment, les rapports de ces derniers suscitent un vif intérêt du fait de leur responsabilité particulière en vertu de l'article VI.

10. Compte tenu des problèmes que rencontre actuellement l'application du Traité, de nombreux États parties estiment qu'il est plus important que jamais que tous les États parties respectent intégralement leurs obligations et leurs engagements. La transparence et la confiance renforcent les engagements pris et peuvent favoriser l'action. Les rapports constituent un outil important de réaffirmation, un moyen d'évaluer le respect des obligations contractées et une preuve des progrès réalisés, contribuant ainsi à la confiance.

11. Un autre moyen d'en tirer pleinement parti serait que les délégations les utilisent activement comme source d'information et de référence, afin d'évaluer les progrès réalisés et de contribuer aux préparatifs et aux débats des sessions du Comité préparatoire et des conférences d'examen. Ces rapports peuvent également être un élément utile du processus d'examen renforcé. Ils peuvent contribuer à un débat plus technique et favoriser une plus grande interactivité, souhaitée par beaucoup. Nous espérons que d'autres États parties feront preuve d'un intérêt actif et participeront à des échanges de points de vue à ce sujet lors de la deuxième session du Comité préparatoire. Le nombre plus élevé de rapports attendus cette année reflétera l'intérêt croissant qu'ils suscitent et la prise de conscience de leur rôle et de leur importance ainsi que la volonté de mieux les utiliser et de les systématiser. Une participation et une utilisation accrues contribueront par ailleurs à en définir la portée et la présentation.

Opinions exprimées quant au processus de soumission

12. Les consultations ont révélé un vif intérêt pour les rapports, ainsi que certaines réticences (principalement de la part des États dotés de l'arme nucléaire au sujet des modalités de préparation et de présentation) et permis de recueillir de nombreuses idées concernant notamment :

Le destinataire

- Cette question ne devrait pas véritablement poser de problèmes. D'une manière générale, les États parties estiment que les rapports devraient être soumis au Président par l'intermédiaire du Département des affaires de désarmement du Secrétariat et qu'ils devraient être clairement étiquetés afin de pouvoir les identifier.

La périodicité

- D'une manière générale, la mesure 12 est interprétée comme signifiant que les rapports doivent être soumis à chaque session du Comité préparatoire et des conférences d'examen;
- Les enseignements tirés de la présentation des rapports et de leur utilisation devraient faciliter l'examen de cette question;
- Il serait souhaitable de disposer des rapports le plus tôt possible avant les sessions, bien que dans les faits cela ne sera peut-être pas toujours le cas.

Le contenu

- Le contenu des rapports présentés lors de la première session du Comité préparatoire en 2002 n'était pas uniforme :
 - Certains États Membres se sont fondés sur les 13 mesures concrètes;
 - Certains rapports faisaient référence à l'ensemble des articles du Traité, traduisant de ce fait l'interdépendance entre les différentes obligations qui en découlent;

- Certains États parties (par exemple, les États dotés de l'arme nucléaire) ont communiqué des informations par le biais de diverses interventions et déclarations au lieu de soumettre un rapport unique.
- Un certain nombre de questions génériques, concernant pour l'essentiel le désarmement mais également, pour certaines d'entre elles, d'autres aspects du Traité, apparaissent dans les divers rapports. Certains pays ont toutefois préféré les aborder, en totalité ou en partie, dans des déclarations nationales. Il s'agit notamment :
 - De l'évaluation générale de l'évolution et des tendances en matière de désarmement nucléaire;
 - Des informations sur les stocks nucléaires nationaux et les doctrines d'emploi de l'arme nucléaire;
 - De la description des politiques en matière de désarmement, comme des initiatives adoptées et des programmes mis en oeuvre (au niveau national ainsi que dans le cadre de coopérations bilatérales et multilatérales);
 - Des actions à engager sur le plan diplomatique et des priorités à cet égard;
 - Des accords conclus et des engagements pris;
 - Des déclarations de respect des obligations découlant du Traité.
- Il a été fréquemment fait observer que si tous les États doivent soumettre des rapports, ceux dotés de l'arme nucléaire ont une responsabilité particulière à cet égard; compte tenu de leurs obligations en vertu de l'article VI et de l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995, les informations qu'ils communiquent suscitent un intérêt particulier;
- Reconnaissant les efforts réels faits par certains États dotés de l'arme nucléaire, d'autres États parties souhaitent vivement qu'ils fournissent autant d'informations concrètes que possible, même si un grand nombre appartiennent déjà au domaine public et s'il convient de tenir compte des préoccupations de ces États en matière de sécurité. Ces informations pourraient notamment concerner les stocks et la production d'armes nucléaires (quantités, types et puissance des ogives); le nombre et le type de vecteurs; le nombre d'armes nucléaires ou de vecteurs ajoutés aux stocks ou démantelés; le déploiement et l'état d'alerte des armes et vecteurs détenus;
- Afin d'encourager une plus grande transparence, il a été suggéré que tous les États parties communiquent des informations sur :
 - Le transfert ou l'acquisition de matière nucléaire;
 - Les stocks de matières fissiles;
 - Les installations nucléaires de tout type.
- Toutefois, pour de nombreux États parties, il est essentiel de ne pas dresser de liste exhaustive, d'encourager tous les États parties à communiquer autant d'informations que possible;
- Certains interlocuteurs ont fait observer qu'il faudrait étudier la possibilité de prévoir des variantes en fonction de différentes catégories d'États (dotés de

l'arme nucléaire, non dotés de l'arme nucléaire mais ayant des activités nucléaires ou disposant de matières nucléaires et autres États). Il a également été fait observer que le processus n'en était qu'à ses débuts et que l'expérience acquise progressivement permettrait de définir les modalités les plus efficaces.

La présentation

- Les points de vue exprimés étaient partagés : d'une manière générale, les États dotés de l'arme nucléaire étaient opposés à une présentation trop rigide, alors que d'autres ont fait observer qu'il fallait que les rapports puissent être comparés et que les informations soient accessibles, et qu'à cette fin il serait peut-être souhaitable d'adopter une liste de questions types;
- Toutefois, il est extrêmement important que cela n'empêche pas pour autant les États parties de faire rapport sur toute question qu'ils considèrent comme pertinentes à l'égard du Traité;
- Conscients du travail imposé, il a également été estimé important d'adopter la méthode la plus pratique possible, de façon à ne pas décourager les États parties;
- D'une manière générale, il a été considéré que c'est avec le temps que l'on adoptera la présentation la plus utile.

L'utilisation

- L'usage qui sera fait des rapports est apparu comme une question essentielle. D'une manière générale, les rapports ainsi que les informations qu'ils contiennent doivent être utilisés de façon plus productive afin de contribuer au débat et à une meilleure connaissance.

L'avenir : le point de vue du Canada

13. Le Canada considère la transparence et la responsabilité comme des éléments essentiels si l'on veut atteindre les buts du Traité. La soumission de rapports peut contribuer dans une large mesure à aider les États à évaluer les progrès réalisés, à promouvoir une culture générale d'ouverture et de transparence et à faire prendre conscience du fait que l'application du Traité est la responsabilité de tous. Les obligations imposées par le Traité en matière de non-prolifération, d'utilisations pacifiques et de désarmement sont indissociables. La réalisation intégrale des objectifs du Traité incombe à l'ensemble des États parties et la possession d'armes nucléaires impose une responsabilité particulière à laquelle les États concernés ne peuvent échapper. Nous sommes tous concernés.

14. Au vu des résultats des consultations, le Canada considère que l'intérêt des rapports tient principalement au fait qu'ils encouragent tous les États parties à participer activement à l'application du Traité. L'utilité des informations fournies dépendra de l'usage que l'on en fera. La deuxième session du Comité préparatoire offre l'occasion d'utiliser les rapports de façon concrète. Les rapports soumis lors de la première session du Comité préparatoire ainsi que les informations communiquées lors de cette session et les rapports soumis à la deuxième session constituent une masse de données utiles. Le débat et le dialogue qui seront engagés lors de la deuxième session contribueront à définir la nature et les modalités de

soumission des rapports lors de la troisième session du Comité préparatoire, en 2004, en vue de la Conférence d'examen de 2005.

15. Compte tenu des défis que doit relever le Traité, tous les États parties doivent manifester clairement leur engagement et la détermination à atteindre les objectifs du Traité, qu'ils ont tous accepté. Le Traité en ressortira renforcé – ou retrouvera toute sa valeur. La soumission de rapports pourrait contribuer grandement à la réalisation de cet objectif fondamental partagé par tous.
